

CAMEROUN



Caractéristiques géographiques

Langues officielles : français et anglais

Superficie : 475 440 km²

Population : 25,9 millions d'habitants

Densité : 54,4 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 2,6 %

Part de la population urbaine : 57,0 %

Économie

Classement *Doing Business* 2020 : 167^e/190

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 153^e/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2020) : 3,3/6

Indice compétitivité-prix (Ferdinand, 2018) : 55/100

Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire inférieur

Niveau de concentration des exportations (indice de Theil, 2015) : 4,3 (4,3 pour l'ASS¹)

PIB par habitant (2019) : 1 498 dollars

Taux de croissance (2019) : 3,9 %

Inflation (2019) : 2,5 %

PIB (2019) : 22 769 milliards de francs CFA

Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2015-2019)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2015-2019)



1 Afrique subsaharienne.

Développement humain et infrastructures

 **58,9 ans**
Espérance de vie

 **23,8 %**
Population sous le seuil de pauvreté

 **60,4 %**
Accès à l'eau potable

 **7,5 %**
Mortalité infantile

 **46,6**
Inégalité de revenus (coefficient de Gini)

 **62,7 %**
Accès à l'électricité

 **28,9 %**
Malnutrition infantile

 **77,1 %**
Alphabétisation des adultes

 **81,8**
Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants

 **46/100**
Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)

 **34,5 %**
Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque

 **71,1 %**
Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service de de l'Afrique et du Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2020 et susceptibles de révisions; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.

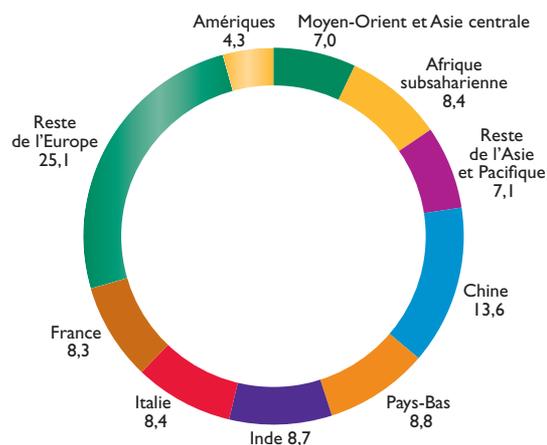
Faits saillants

- **La crise de la Covid-19 devrait peser sensiblement sur l'activité économique du Cameroun en 2020**, avec une baisse du produit intérieur brut (PIB) de 2,9 %, après une hausse de 3,9 % en 2019. L'inflation devrait demeurer en deçà de la limite communautaire de 3 % (2,4 % en 2020, après 2,5 % en 2019).
- **Le programme triennal conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) au titre de la facilité élargie de crédit (483 millions de droits de tirage spéciaux – DTS) a expiré en 2020**, sans que la sixième et dernière revue ait pu être adoptée. Au-delà des financements d'urgence alloués par le Fonds dans le contexte de la crise de la Covid-19 (facilité de crédit rapide, pour un total de 276 millions de DTS), les autorités camerounaises semblent désireuses de négocier la conclusion d'un nouveau programme.
- **Dans le cadre de la relance d'après-crise de la Covid-19, plusieurs enjeux sont particulièrement cruciaux** pour le Cameroun, au premier rang desquels la situation sécuritaire dans les régions anglophones et le Nord du pays, l'amélioration du climat des affaires, l'avenir de la Société nationale de raffinage (Sonara) et la gestion des entreprises publiques.
- **Le Président Paul Biya a été réélu en octobre 2018, pour un septième mandat.** Les élections législatives et municipales qui se sont tenues en février 2020 ont conforté le parti présidentiel.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

Première puissance économique de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), le Cameroun possède l'économie la plus diversifiée de la sous-région. Le secteur des hydrocarbures a certes continué de représenter, en 2019, une part significative des exportations (33,3 %) et des recettes de l'État (16,7 %), mais son poids dans le PIB global restait limité à 4,6 %. Le secteur primaire est également servi par une agriculture diversifiée et en grande partie tournée vers l'exportation (cacao, café, bananes, coton). Le secteur secondaire (23,0 % du PIB) est porté par les activités du bâtiment et des travaux publics (BTP) et par une industrie de transformation en développement (cacao, huiles raffinées, sucre, textile, transformation du bois,

Destinations des exportations du Cameroun (2014-2018)
(en %, en moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII-BACI et calculs Banque de France.

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Cameroun

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Fèves de cacao (en milliers de tonnes) | 308,8 | 285,7 | 300,0 | 301,7 | 304,2 |
| Prix d'achat aux producteurs - grades 1 et 2 (en francs CFA par kg) | 1 746,1 | 1 578,2 | 1 169,3 | 1 156,6 | 1 391,6 |
| Café (en milliers de tonnes) | 33,6 | 62,9 | 66,0 | 43,7 | 41,6 |
| Prix d'achat aux producteurs (en francs CFA par kg) | 942,9 | 872,8 | 991,8 | 994,2 | 802,8 |
| Coton-graine (en milliers de tonnes) | 260,7 | 227,7 | 275,9 | 307,9 | 347,3 |
| Prix d'achat aux producteurs (en francs CFA par kg) | 824,2 | 861,6 | 935,8 | 1 029,7 | 999,6 |
| Bananes (en milliers de tonnes) | 363,0 | 298,7 | 278,9 | 219,7 | 186,5 |
| Bois tropicaux | | | | | |
| Production de grumes (en milliers de m ³) | 2 851,0 | 2 746,5 | 2 793,2 | 3 013,1 | 2 767,1 |
| Exportations (grumes, sciages et dérivés) (en milliers de tonnes) | 1 567,6 | 1 505,2 | 1 696,3 | 1 885,3 | 1 771,2 |
| Prix moyens à l'export (en milliers de francs CFA par m ³) | 184,4 | 188,0 | 170,2 | 161,6 | 165,6 |
| Pétrole (en millions de tonnes) | 35,0 | 33,7 | 27,7 | 25,1 | 26,0 |
| Prix du baril de pétrole camerounais (en dollars par baril) | 49,7 | 39,4 | 53,3 | 72,4 | 64,6 |
| Prix moyen à l'export (en milliers de francs CFA par tonne) | 248,4 | 168,1 | 222,8 | 288,2 | 272,5 |

Sources : BEAC et administrations nationales.

produits chimiques). Le secteur tertiaire, emmené par le commerce, l'hôtellerie et la restauration ainsi que les services financiers, continue de représenter, pour sa part, plus de la moitié du PIB.

Le Cameroun, économie dépendante des cours internationaux des matières premières, présente une balance courante structurellement déficitaire (- 3,5 % en moyenne sur la période 2015-2019). Le niveau élevé des importations de produits alimentaires, de biens d'équipement et de pétrole raffiné alimente notamment le déficit commercial. Grâce à la bonne tenue des investissements directs étrangers et des autres investissements, le solde global de la balance des paiements est en revanche demeuré en territoire positif ces dernières années, à l'exception de 2016, année de la forte baisse du prix du pétrole.

À l'instar des autres pays de la CEMAC, l'inflation du Cameroun s'établit à un niveau peu élevé (1,6 % en moyenne sur la période 2015-2019). L'ancrage crédible du franc CFA sur l'euro joue en effet, structurellement, un rôle modérateur sur les prix.

Le secteur bancaire camerounais est le plus important de la CEMAC : avec un bilan agrégé de 6298 milliards XAF à fin 2019, il en concentre près de la moitié des actifs. Le pays compte quinze établissements de crédit, dont la position prudentielle apparaît solide : ils présentaient ainsi à fin 2019 un ratio de couverture des risques par les fonds propres global de 19 %, significativement au-dessus de la norme réglementaire de 10,5 % (cinq d'entre eux apparaissaient néanmoins, à fin juillet 2020, sous-capitalisés). Si le crédit a connu ces dernières années une dynamique positive (+ 6,6 % entre 2016 et 2019), il demeure ralenti, comme partout en CEMAC, par le faible dynamisme du secteur privé et par des problématiques structurelles : importance du secteur informel, asymétrie de l'information, incertitude de l'environnement juridique. L'inclusion financière reste faible, avec un taux de bancarisation de 34,5 % en 2017. La diffusion du *mobile money* reste relativement peu rapide : l'encours des dépôts n'atteignait que 94 milliards XAF au Cameroun en 2018.

2 Source : Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC).

Activité économique et inflation au Cameroun

(en %)

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 ^{a)} |
|--|------------|------------|------------|------------|--------------------|
| Variation annuelle du PIB | 4,6 | 3,5 | 4,1 | 3,9 | - 2,9 |
| Inflation (en moyenne annuelle) | 0,9 | 0,6 | 1,1 | 2,5 | 2,4 |

a) Prévisions.

Source : BEAC.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

Le Cameroun est le pays d'Afrique centrale le plus touché par la pandémie de Covid-19, avec 22 421 cas, dont 433 mortels, recensés au 9 novembre 2020² (soit 890 cas pour un million d'habitants). Dès le mois de mars 2020, le gouvernement camerounais a pris des mesures afin d'endiguer la diffusion du virus : fermeture temporaire des frontières, quarantaine, limitation des rassemblements et fermeture des écoles, bars et restaurants. Le plan de réponse mis en place par les autorités incluait également un renforcement rapide des capacités hospitalières et médicales du pays.

Du fait des retombées de la pandémie, l'économie camerounaise devrait enregistrer en 2020 une baisse du PIB de 2,9 %, après une croissance de 3,9 % l'année précédente. En dépit de l'incendie de l'usine de la Société nationale de raffinage (Sonara) et des troubles persistants dans les régions anglophones, l'activité avait bénéficié en 2019 de la bonne tenue des services marchands (contribuant pour 2,0 points de PIB à la croissance) et du secteur des hydrocarbures – ce dernier étant soutenu par l'entrée en production de la plateforme gazière *offshore* de Kribi. La crise du coronavirus va peser considérablement sur l'activité en 2020, via la contraction des exportations d'hydrocarbures en valeur, du tourisme et de la demande intérieure. La perturbation des circuits d'approvisionnement et le renchérissement de certains biens importés se traduiraient par un maintien maîtrisé du sursaut inflationniste enregistré à partir de 2019 (inflation de 2,5 % en 2019 et 2,4 % en 2020).

La loi de finances 2020 a été ajustée afin d'atténuer les effets économiques et sociaux négatifs de la pandémie. Elle prévoit ainsi notamment, outre le financement des dispositifs sanitaires, des mesures d'allègements fiscaux, le remboursement anticipé des crédits de TVA, ainsi qu'une augmentation des allocations familiales, des retraites et des budgets de la Sécurité

sociale. Combinées au recul des recettes pétrolières, ces mesures (473,8 milliards XAF sur trois ans) mettront les finances publiques camerounaises sous pression en 2020. La contraction des dépenses non prioritaires permettrait cependant de limiter le déficit budgétaire global (base engagements, dons compris) à -2,7 % selon la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), après -3,3 % en 2019. Dans ce contexte, la soutenabilité de la dette publique (36,4 % du PIB en 2019, 38,4 % prévu en 2020) demeure un enjeu de vigilance, avec un risque de surendettement jugé « élevé » par le Fonds monétaire international – FMI (octobre 2020).

Les comptes extérieurs devraient également être légèrement affectés en 2020 par le recul en valeur des exportations pétrolières (-35,5 %) et des investissements directs étrangers (-30,4 %)³. Dans ce contexte, selon la BEAC, le déficit courant se creuserait à 5,3 % (après 4,4 % en 2019) et le solde global de la balance des paiements passerait en territoire négatif à -0,6 % (après +0,6 % en 2019). En octobre 2020, le FMI estimait le besoin de financement découlant de la crise à 917 milliards XAF.

Le Cameroun a reçu un important soutien international pour faire face à la crise. Le FMI lui a ainsi octroyé, en avril et en octobre 2020, deux décaissements d'urgence au titre de la facilité de crédit rapide (FCR), pour un montant total de 276 millions de DTS (100 % de la quote-part du pays). Les autorités camerounaises ont également bénéficié de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) lancée par le G20, avec un allègement d'annuités attendu de 222 millions de dollars⁴. Le programme triennal conclu en 2017 avec le FMI au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) a expiré en juin 2020, sans que la sixième et dernière revue ait pu être validée. Les autorités camerounaises souhaitent qu'un nouveau programme soit conclu avec le FMI.

La crise devrait également pénaliser les performances du secteur bancaire camerounais. Si ce dernier demeure globalement profitable – son coefficient de

rentabilité des actifs s'est élevé en 2019 à 1,4 % –, il détient un portefeuille significatif de créances en souffrance (taux brut de 16,0 % à juillet 2020), appelé à croître avec les retombées économiques de la pandémie de Covid-19. Le secteur continue par ailleurs d'être affecté par les conséquences du grave incendie de la Sonara (31 mai 2019), société sur laquelle il est fortement exposé. Le plan de restructuration de la dette de l'entreprise publique et la lettre de confort fournie par le ministère des Finances devraient néanmoins permettre aux banques du *pool* de créanciers de ne pas avoir à provisionner les expositions afférentes.

ENJEUX ET DÉFIS

Les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun sont le théâtre d'affrontements récurrents entre les forces de sécurité gouvernementales et divers groupes séparatistes. Les Nations unies estiment à 2 000 le nombre des victimes depuis 2016, auxquelles s'ajoutent près de 500 000 déplacés. Outre le poids des dépenses de sécurité, ces violences portent préjudice à l'activité économique dans les zones concernées, qui concentrent une part prépondérante de la production de cacao, de café et de caoutchouc du pays. Malgré les perspectives issues du « dialogue national » lancé par le Président Biya le 30 septembre 2019 (autonomie accrue des régions anglophones, cessez-le-feu, plan de reconstruction), les violences n'ont pas cessé depuis lors. Les régions de l'Est du Cameroun sont fragilisées par l'afflux de réfugiés fuyant les violences en République centrafricaine. L'Extrême-Nord du pays est, quant à lui, affecté par la lutte contre le mouvement djihadiste Boko Haram. Le Cameroun a réalisé, avec l'appui de la Banque mondiale, l'évaluation nationale des risques de blanchiment et de financement du terrorisme – en cours de finalisation à l'automne 2020.

La situation de la Sonara, depuis l'incendie de la raffinerie, reste un point de vigilance. Un accord a été trouvé en septembre 2020 avec les banques créancières afin de restructurer une partie de la dette de l'entreprise publique⁵. Il est subordonné à la mise en place d'un nouveau plan d'affaires pour la Sonara, qui exercera désormais une activité d'importation de carburant. Les discussions se poursuivent avec ses fournisseurs créanciers. De manière plus générale, la performance

3 Source : Projections du FMI, Cameroon – Request for disbursement under the Rapid credit facility, octobre 2020.

4 Dont 165 millions de dollars de la part de la France.

5 L'accord de restructuration porte sur environ un tiers de la dette de la Sonara, qui s'élevait au total à 731 milliards XAF à fin juillet 2020.

des entreprises publiques apparaît dégradée, en lien avec l'importance des arriérés de paiement de l'État et des dettes contractées entre elles. Un audit de quatre de ces sociétés (Port autonome de Douala, Cameroon Telecommunications – Camtel, Cameroon Water Utilities/Camerounaise des Eaux – Camwater, Cameroon Airlines Corporation – Camair-Co) a été confié à la Banque mondiale.

L'amélioration du climat des affaires demeure une condition prioritaire du développement du secteur privé. Le classement *Doing Business 2020* publié en octobre 2019 plaçait le Cameroun au 167^e rang sur 190, avec un score de 46,1. Si le pays a récemment réalisé de légers progrès en matière de raccordement à l'électricité et d'obtention des permis de construire, il demeure particulièrement nécessaire d'améliorer la protection des investisseurs minoritaires, ainsi que les conditions du commerce transfrontalier, du paiement des taxes et des impôts, du transfert de propriété et du règlement de l'insolvabilité. Une feuille de route a été adoptée par les services du Premier ministre, à l'issue du *Cameroon Business Forum* d'octobre 2020, afin d'apporter des progrès tangibles, notamment dans ces domaines.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Le gouvernement a présenté en novembre 2019 un projet de stratégie nationale de développement, qui fournira le cadre de sa politique de croissance et d'emploi pour les années 2020-2030. Les autorités camerounaises visent toujours l'émergence économique à l'horizon 2035. La stratégie nationale se décline à cet égard autour de quatre piliers : i) la transformation structurelle de l'économie ; ii) le développement du capital humain ; iii) la promotion de l'emploi et l'insertion économique et iv) la gouvernance et la gestion stratégique de l'État. Outre la relance de projets industriels, le développement de l'offre touristique ou la modernisation de la filière agricole, le plan vise à combler le retard du pays en matière d'infrastructures énergétiques, de transport et de communications.

La mise en œuvre des grands projets de première génération, planifiés dans le cadre du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi – DSCE (2010-2020), est toujours en cours. Dans le domaine énergétique, on note principalement la construction des ouvrages hydroélectriques de Lom Pangar et de Memve'ele, qui se poursuit après la mise en service des barrages-réservoirs associés. En matière de transport, la première phase de l'autoroute Yaoundé-Douala n'a pu être achevée, comme initialement prévu, en fin d'année 2020. Dans le domaine des télécommunications, le déploiement du réseau de fibre optique progresse. Après l'achèvement de la première phase du port en eau profonde de Kribi, mis en service en mars 2018, les autorités portuaires projettent un vaste développement des infrastructures et se sont rapprochées de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC) en vue d'une levée de fonds de 400 milliards XAF.

Sur les onze grands projets intégrateurs prioritaires identifiés par la Commission de la CEMAC, six impliquent directement le Cameroun. Plusieurs projets visent à faciliter les transports et les échanges entre le pays et la Guinée équatoriale : notamment la construction d'un pont sur le fleuve Ntem entre Campo et Rio Campo – avec aménagement de la route transnationale Kribi-Campo-Bata – ainsi que la construction de la voie expresse Lolabé-Campo. Certains projets ont quant à eux trait à la production et à l'interconnexion des réseaux électriques et de télécommunications : ainsi l'aménagement hydroélectrique de Chollet et les liaisons électriques avec le Congo, la République centrafricaine et le Gabon, l'interconnexion des réseaux électriques camerounais et tchadien ou la liaison entre le Cameroun et les pays de la CEMAC par la fibre optique (projet *Central Africa Backbone*). Enfin, le développement de l'Université Inter-États Cameroun-Congo (UIECC), créée en 2012 par les gouvernements des deux pays, fait figure de projet phare en matière de développement du capital humain. Une table ronde, organisée par la Commission de la CEMAC, s'est tenue les 16 et 17 novembre 2020 à Paris, afin de lever des financements pour l'ensemble de ces grands projets intégrateurs.

ANNEXE

Cameroun – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Ressources | 23 777,9 | 24 923,9 | 26 141,5 | 28 095,4 |
| PIB nominal | 19 304,8 | 20 328,4 | 21 492,6 | 22 769,3 |
| <i>dont secteur pétrolier</i> | 622,9 | 718,3 | 1 000,0 | 1 046,2 |
| Importations de biens et services | 4 473,1 | 4 595,5 | 4 648,9 | 5 326,1 |
| Biens | 3 215,8 | 3 242,2 | 3 141,6 | 3 670,0 |
| Services | 1 257,3 | 1 353,3 | 1 507,3 | 1 656,2 |
| Emplois | 23 777,9 | 24 923,9 | 26 141,5 | 28 627,5 |
| Consommation finale | 15 696,5 | 16 453,1 | 17 142,3 | 18 849,0 |
| Publique | 2 345,5 | 2 264,4 | 2 387,1 | 2 505,0 |
| Privée | 13 351,0 | 14 188,7 | 14 755,2 | 16 344,0 |
| Formation brute de capital fixe ^{a)} | 4 373,5 | 4 661,3 | 4 899,3 | 5 245,5 |
| Publique | 927,9 | 896,4 | 849,8 | 915,3 |
| Privée | 3 442,6 | 3 773,8 | 4 046,7 | 4 349,0 |
| <i>dont secteur pétrolier</i> | 381,9 | 424,0 | 436,7 | 449,9 |
| Variations de stocks | 3,0 | - 8,9 | 2,9 | - 18,8 |
| Exportations de biens et services | 3 707,8 | 3 809,5 | 4 099,9 | 4 532,9 |
| Biens | 2 724,7 | 2 689,9 | 2 869,3 | 3 238,3 |
| Services | 983,1 | 1 119,6 | 1 230,6 | 1 294,6 |
| Épargne intérieure brute | 3 608,3 | 3 875,3 | 4 350,3 | 3 920,2 |
| Capacité (+) ou besoin (-) de financement | - 765,3 | - 786,0 | - 549,0 | - 1 325,3 |
| Revenus des facteurs | - 330,6 | - 384,3 | - 454,8 | - 498,1 |
| Épargne intérieure nette | 3 277,7 | 3 491,0 | 3 895,5 | 3 422,1 |
| Taux d'investissement (en% du PIB) | 22,7 | 22,9 | 22,8 | 23,0 |
| Variations | | | | |
| Taux de croissance du PIB en volume | 4,6 | 3,5 | 4,1 | 3,9 |
| Déflateur du PIB | 0,9 | 1,7 | 1,6 | 2,0 |
| Prix à la consommation, en moyenne | 0,9 | 0,6 | 1,1 | 2,5 |

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

Cameroun – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--|------------------|------------------|----------------|----------------|
| Recettes totales | 2 865,8 | 3 121,5 | 3 522,5 | 3 618,1 |
| Recettes budgétaires | 2 812,0 | 3 056,7 | 3 435,8 | 3 508,6 |
| Recettes pétrolières | 425,0 | 385,9 | 500,3 | 584,5 |
| dont impôt sur les sociétés et redevance | 109,0 | 66,5 | 87,0 | 113,0 |
| Recettes non pétrolières | 2 387,0 | 2 670,8 | 2 935,5 | 2 924,1 |
| dont recettes non fiscales | 146,0 | 147,7 | 191,4 | 158,6 |
| Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM) | 53,8 | 64,8 | 86,7 | 109,5 |
| Dépenses totales et prêts nets | 4 015,0 | 4 111,7 | 4 024,7 | 4 359,5 |
| Dépenses courantes | 2 407,0 | 2 473,8 | 2 560,9 | 2 833,1 |
| Salaires | 948,0 | 967,9 | 1 008,0 | 1 007,6 |
| Intérêts | 145,0 | 174,0 | 198,6 | 220,9 |
| Sur la dette intérieure | 14,0 | 38,0 | 47,6 | 48,3 |
| Sur la dette extérieure | 131,0 | 136,0 | 151,0 | 172,6 |
| Autres dépenses courantes | 1 314,0 | 1 331,9 | 1 354,3 | 1 604,6 |
| Dépenses en capital | 1 559,0 | 1 612,7 | 1 390,1 | 1 463,3 |
| Dépenses budgétaires | 1 070,0 | 839,2 | 638,7 | 647,7 |
| Dépenses financées sur emprunts extérieurs | 489,0 | 773,5 | 751,4 | 815,6 |
| Dépenses de restructuration | 49,0 | 25,2 | 46,4 | 43,3 |
| Prêts nets | 0,0 | 0,0 | 27,3 | 19,8 |
| Solde primaire (hors dons) ^{a)} | - 583,0 | - 145,5 | 313,5 | 137,3 |
| Solde base engagements (dons compris) ^{b)} | - 1 149,2 | - 990,2 | - 502,2 | - 741,4 |
| Arriérés | - 23,0 | - 191,4 | 173,6 | - 98,7 |
| Arriérés intérieurs | - 23,0 | - 191,4 | 173,6 | - 98,7 |
| Arriérés extérieurs | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde base caisse ^{c)} | - 1 172,2 | - 1 181,6 | - 328,6 | - 840,1 |
| Financement | 1 172,2 | 1 181,6 | 328,6 | 840,1 |
| Financement intérieur | 862,1 | 397,3 | - 487,7 | 107,2 |
| Bancaire | 716,7 | 26,1 | 300,9 | 216,0 |
| Non bancaire | 145,4 | 371,2 | - 788,6 | - 108,8 |
| Financement extérieur | 310,1 | 784,3 | 816,3 | 732,9 |
| Tirages sur emprunts | 423,0 | 918,8 | 1 036,9 | 1 053,2 |
| Amortissements sur emprunts dette extérieure | - 112,9 | - 134,5 | - 220,6 | - 320,3 |
| Réaménagement de la dette extérieure | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Divers | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| En pourcentage du PIB | | | | |
| Recettes totales (hors dons) | 14,6 | 15,0 | 16,0 | 15,4 |
| Recettes pétrolières | 2,2 | 1,9 | 2,3 | 2,6 |
| Dépenses courantes | 12,5 | 12,2 | 11,9 | 12,4 |
| Solde base engagements (dons compris) ^{b)} | - 6,0 | - 4,9 | - 2,3 | - 3,3 |
| Dette publique | 27,5 | 33,2 | 36,6 | 36,4 |

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

Cameroun – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
| a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3) | - 595,2 | - 502,9 | - 755,6 | - 996,2 |
| 1 - Biens et services | - 487,7 | - 402,7 | - 549,0 | - 793,2 |
| Balance des biens | - 136,8 | - 117,0 | - 272,3 | - 431,6 |
| Exportations de biens FOB | 2724,7 | 2674,9 | 2869,3 | 3238,3 |
| dont : pétrole | 732,4 | 818,6 | 873,9 | 1030,5 |
| cacao | 461,2 | 310,2 | 308,5 | 374,4 |
| bois | 283,0 | 288,7 | 304,7 | 293,3 |
| aluminium | 71,9 | 80,5 | 73,1 | 62,5 |
| caoutchouc | 29,4 | 39,3 | 30,0 | 23,7 |
| Importations de biens CAF | - 3230,3 | - 3143,2 | - 3648,6 | - 3847,2 |
| Importations de biens FOB | - 2861,5 | - 2791,9 | - 3141,6 | - 3670,0 |
| dont : produits pétroliers | - 442,9 | - 463,3 | - 640,2 | - 972,5 |
| biens d'équipement | - 809,3 | - 750,2 | - 808,5 | - 873,3 |
| produits alimentaires | - 713,8 | - 749,8 | - 786,7 | - 839,0 |
| Balance des services | - 350,9 | - 285,7 | - 276,7 | - 361,6 |
| dont fret et assurances | - 132,8 | - 98,3 | - 205,5 | - 231,2 |
| 2 - Revenus primaires | - 330,6 | - 384,3 | - 454,8 | - 498,1 |
| dont intérêts sur la dette | - 161,1 | - 155,3 | - 167,5 | - 193,9 |
| 3 - Revenus secondaires | 223,0 | 284,1 | 248,2 | 295,1 |
| Administrations publiques | 64,8 | 88,5 | 51,2 | 58,3 |
| dont aides budgétaires | 17,8 | 32,0 | 48,2 | 54,8 |
| Autres secteurs | 158,2 | 195,6 | 197,0 | 236,8 |
| dont transferts de fonds des migrants | 78,4 | 77,9 | 81,0 | 121,5 |
| b - Compte de capital | 36,0 | 35,2 | 40,8 | 135,1 |
| c - Compte financier | - 259,3 | 950,1 | 948,8 | 1009,2 |
| Investissements directs | 363,3 | 459,1 | 375,4 | 527,1 |
| Investissements de portefeuille | - 38,5 | 14,2 | 12,5 | 67,6 |
| Autres investissements | - 584,1 | 476,8 | 560,9 | 414,5 |
| Financement exceptionnel (pour mémoire) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| d - Erreurs et omissions nettes | 76,1 | - 266,3 | - 81,6 | 21,0 |
| e - Solde global (a + b + c + d) | - 742,4 | 216,1 | 152,5 | 169,0 |
| Solde courant (en % du PIB) | - 3,1 | - 2,5 | - 3,5 | - 4,4 |
| Solde global (en % du PIB) | - 3,8 | 1,1 | 0,7 | 0,7 |

Source : BEAC.

Cameroun – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Court terme | 1794,0 | 1848,0 | 2052,5 | 1953,5 |
| Moyen terme | 1085,2 | 1103,3 | 1270,0 | 1367,5 |
| Long terme | 90,1 | 97,2 | 94,4 | 101,8 |
| Total | 2969,4 | 3048,5 | 3416,9 | 3422,8 |

Source : BEAC.

Cameroun – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

| Actif | 2017 | 2018 | 2019 | Passif | 2017 | 2018 | 2019 |
|--|--------------|--------------|--------------|--|--------------|--------------|--------------|
| Valeurs immobilisées | 444 | 445 | 486 | Capitaux permanents | 565 | 649 | 597 |
| Opérations avec la clientèle | 2 990 | 3 200 | 3 588 | <i>dont fonds propres</i> | 435 | 516 | 565 |
| Crédits au secteur public | 416 | 496 | 524 | Opérations avec la clientèle | 4 029 | 4 461 | 4 837 |
| <i>dont crédits à l'État</i> | 266 | 263 | 294 | <i>dont dépôts du secteur public</i> | 878 | 805 | 870 |
| Crédits au secteur privé | 2 426 | 2 535 | 2 887 | <i>dont dépôts du secteur privé</i> | 2 783 | 3 247 | 3 496 |
| Créances nettes en souffrances | 80 | 128 | 111 | Opérations diverses | 216 | 239 | 706 |
| Autres opérations avec la clientèle | 68 | 41 | 64 | Opérations de trésorerie et opérations interbancaires | 486 | 479 | 557 |
| Opérations de trésorerie et opérations interbancaires | 1 593 | 1 894 | 2 436 | Opérations de refinancement et comptes à vue avec la BEAC | 72 | 38 | 31 |
| Opérations monétaires et comptes à vue avec la BEAC | 843 | 901 | 878 | Autres opérations de trésorerie et interbancaires | 414 | 441 | 526 |
| Autres opérations de trésorerie et interbancaires | 751 | 992 | 1 558 | | | | |
| Autres postes de l'actif (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses) | 269 | 290 | 186 | | | | |
| Total | 5 296 | 5 828 | 6 697 | Total | 5 296 | 5 828 | 6 697 |

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Cameroun – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|--|--------------|--------------|--------------|
| I. Produits bancaires | 1 521 | 1 678 | 5 724 |
| Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires | 7 | 10 | 11 |
| Produits sur opérations avec la clientèle | 234 | 255 | 260 |
| Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple | 68 | 69 | 43 |
| Produits sur opérations diverses | 1 175 | 1 307 | 5 355 |
| Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire | 37 | 37 | 55 |
| 2. Charges bancaires | 1 155 | 1 262 | 5 301 |
| Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires | 12 | 11 | 11 |
| Charges sur opérations avec la clientèle | 51 | 61 | 63 |
| Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple | 57 | 57 | 39 |
| Charges sur opérations diverses | 1 029 | 1 129 | 5 184 |
| Charges sur ressources permanentes | 5 | 4 | 4 |
| 3. Produit net bancaire (1 - 2) | 366 | 416 | 422 |
| 4. Produits accessoires nets | 5 | 7 | 8 |
| 5. Produit global d'exploitation (3 + 4) | 371 | 423 | 430 |
| 6. Frais généraux | 195 | 211 | 217 |
| 7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations | 16 | 16 | 19 |
| 8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7) | 160 | 196 | 194 |
| 9. Provisions nettes sur risques | 50 | 90 | 31 |
| 10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables | - 4 | - 6 | - 42 |
| 11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10) | 106 | 99 | 120 |
| 12. Résultat exceptionnel net | - 2 | 1 | - 3 |
| 13. Résultat sur exercices antérieurs | - 6 | 0 | 6 |
| 14. Impôt sur les bénéfices | 33 | 36 | 42 |
| 15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14) | 64 | 65 | 82 |

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Cameroun – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|--|------|------|------|
| Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB) | 57,5 | 54,6 | 56,0 |
| Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres) | 14,8 | 12,6 | 14,5 |
| Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire) | 17,6 | 15,6 | 19,4 |
| Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes) | 12,8 | 15,1 | 15,2 |
| Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes) | 2,6 | 3,9 | 4,3 |
| Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes) | 81,7 | 76,9 | 80,1 |

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Cameroun – Indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|--|-------|-------|-------|
| Ratio de couverture des risques (solvabilité) | 9,6 | 10,7 | 18,8 |
| Rapport de liquidité | 149,3 | 162,4 | 180,8 |

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Cameroun – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|------|------|-------|
| Représentation du capital minimum | 66,7 | 60,0 | 73,3 |
| Couverture des risques | 73,3 | 66,7 | 73,3 |
| Limite globale de la norme de division des risques | 73,3 | 73,3 | 80,0 |
| Limite individuelle de la norme de division des risques | 66,7 | 66,7 | 73,3 |
| Couverture des immobilisations | 66,7 | 71,4 | 73,3 |
| Rapport de liquidité | 66,7 | 86,7 | 100,0 |
| Coefficient de transformation | 66,7 | 60,0 | 60,0 |
| Engagements aux apparentés | 66,7 | 66,7 | 80,0 |
| Adéquation des fonds propres | nd | nd | 66,7 |

nd : non disponible.

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.